

TABLE DES MATIÈRES

- 4. Mot du président et de la directrice générale
- 5. Conseil d'administration
- 6. Vision, mission et valeurs de la FNCSF
- 7. Plan stratégique 2015-2020 : activités liées aux axes d'intervention
- 12. Membres de la FNCSF
- 14. Le RNDGE
- 16. Événements phares
- 23. Projets en cours
- 24. Comité tripartite
- 25. Table nationale sur l'éducation
- 26. Positionnement et réseautage
- 29. Promotion et rayonnement
- 30. Prix et bourses
- 34. École communautaire citoyenne

Note : Dans ce document, seul le masculin est utilisé dans le but d'alléger le texte.

La FNCSF remercie le gouvernement du Canada pour son soutien financier dans le cadre de sa programmation et de ses projets.





MOT DU PRÉSIDENT ET DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE

Ce rapport annuel de la Fédération nationale des conseils scolaires francophones témoigne du travail concerté de nos membres et de nos partenaires en vue de promouvoir et de défendre l'accessibilité à l'éducation en français, langue première, et la livraison d'une offre éducative de qualité.

Au cours de l'exercice financier 2018-2019, la FNCSF a mené 120 activités diverses auprès de décideurs, influenceurs et des médias pour mieux faire connaître les besoins du réseau des écoles élémentaires et secondaires de langue française au pays. Ce réseau est en progression constante. Il compte désormais plus de 170 000 élèves fréquentant près de 700 établissements.

Toutefois, les besoins sont grands tant au niveau matériel (infrastructures) qu'en ressources humaines (personnel) pour assurer un continuum éducatif de la petite enfance au postsecondaire, favoriser la construction identitaire chez les élèves et continuer d'offrir un milieu éducatif riche et inclusif qui reflète la diversité de notre clientèle.

« LA FNCSF DEMEURE UN INTERLOCUTEUR DE PREMIER PLAN POUR SENSIBILISER, INFORMER ET **REVENDIQUER LES BESOINS DE NOS MEMBRES. AU** COURS DE L'EXERCICE FINANCIER 2018-2019, LA FNCSF A MENÉ 120 ACTIVITÉS DIVERSES AUPRÈS DE DÉCIDEURS, INFLUENCEURS ET DES MÉDIAS ... »

La FNCSF demeure un interlocuteur de premier plan pour sensibiliser, informer et revendiguer les besoins de ses membres dans des dossiers clés tels que la modernisation de la Loi sur les langues officielles (LLO), la modification du formulaire de recensement, le recrutement et le maintien des enseignants dans nos écoles et les ententes bilatérales en éducation.

Des échanges constructifs avec nos partenaires ont permis de proposer des pistes de solution notamment sur la nécessité d'ajouter des articles pour enchâsser le droit de gestion scolaire dans la prochaine mouture de la LLO et d'instaurer des mécanismes de reddition de comptes et de consultations améliorés pour les argents versés par le fédéral aux provinces et territoires pour l'éducation en français, langue première.

Les écoles de langue française sont déterminantes pour la vitalité du français au Canada en donnant des racines et des ailes aux jeunes francophones. C'est pourquoi l'éducation en français, langue première, doit être au cœur du prochain Plan d'action pour les langues officielles!

En terminant, nous tenons à remercier tous ceux qui ont travaillé de près ou de loin à la réussite de notre fédération et à l'atteinte de ses objectifs.

Mario Pelletier, président

Valérie Morand, directrice générale

Valein Hours

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA FNCSF

MEMBRES DU COMITÉ EXÉCUTIF



MARIO PELLETIER PRÉSIDENT



BERNARD LESAGE 1^{ER} VICE-PRÉSIDENT



JEAN LEMAY 2^E VICE-PRÉSIDENT



ÉMILE GALLANT 3^E VICE-PRÉSIDENT



1re rangée de gauche à droite :

Jean Lemay (Ontario-AFOCSC), Valérie Morand (directrice générale), Mario Pelletier (président), Bernard Lesage (Manitoba), Émile Gallant (Île-du-Prince-Édouard).

2º rangée de gauche à droite :

Léonard LeFort (Nouvelle-Écosse), Jean-Sébastien Blais (Yukon), Alpha Barry (Saskatchewan), Charly Mini (Terre-Neuve-et-Labrador), Marie-Pierre Lavoie (Colombie-Britannique), Louis Arseneault (FCSFA), Simon Cloutier (Territoires du Nord-Ouest), Willy Wilondja (Nouveau-Brunswick-FCÉNB).

Absents : Denis M. Chartrand (Ontario - ACÉPO) et Nancy Guyon (Nunavut)

LA FNCSF

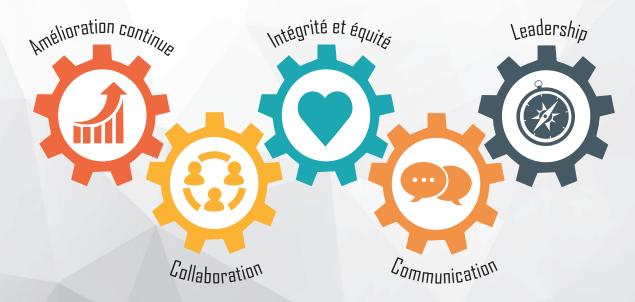
MISSION

La Fédération nationale des conseils scolaires francophones est une organisation démocratique qui exerce sa force politique avec un leadership rassembleur pour veiller, en collaboration avec ses partenaires, aux intérêts de son réseau de membres autonomes et des communautés francophones et acadiennes en situation minoritaire afin que tous contribuent à la vitalité et à la pérennité des écoles de langue française au Canada.

VISION

Fidèle à l'esprit de collaboration qui lie chacun de ses membres, la Fédération nationale des conseils scolaires francophones est reconnue par ses partenaires comme leader stratégique du développement de l'éducation dans les communautés francophones et acadiennes en situation minoritaire puisqu'elle s'engage entièrement à représenter leurs intérêts et à influencer le pouvoir décisionnel pour faire progresser l'école de langue française au Canada.

VALEURS





PRÉSENTATION DES ACTIVITÉS DE LA FNCSF EN LIEN AVEC 3 AXES D'INTERVENTION DU PLAN STRATÉGIQUE 2015-2020

AXE : Spécificité, vitalité et valeur ajoutée de l'école de langue française — Pour une compréhension commune dans le but d'influencer le pouvoir décisionnel pour faire progresser l'école de langue française

ENJEU : RAYONNEMENT DE L'ELF ET PROMOTION DE LA FRANCOPHONIE	DATE
Rayonnement de l'éducation en langue française : • Édu EXPO, 150 ans de présence francophone au Canada, au Manitoba dans le cadre des célébrations de la francophonie. L'exposition Édu Expo est mise à la disposition des conseils scolaires grâce à la production d'un tutoriel (vidéo) pour en faciliter le montage et le démontage.	Mai 2018
Promotion de la Francophonie : Lettre ouverte du conseil d'administration de la FNCSF «La francophonie ne doit pas être fragmentée» publiée par le Devoir et Francopresse.	Octobre 2018
▶ Présence de la FNCSF au lancement national des Rendez-vous de la Francophonie.	Février 2019
Campagne courriel pour célébrer la diversité de la francophonie canadienne lors de la Journée internationale de la Francophonie.	Mars 2019
ENJEU : VITALITÉ DE L'ÉCOLE DE LANGUE FRANÇAISE	DATE
Échanges lors de la Table nationale sur l'éducation avec Denis Racine, nouvellement en poste comme directeur du Programme des langues officielles à Patrimoine canadien sur le Plan d'action pour les langues officielles 2018-2023.	Avril 2018
Rencontre de la FNCSF avec les présidences et directions générales de conseils scolaires de l'Alberta pour discuter d'enjeux en lien avec l'éducation.	Avril 2018
► Rencontre de la FNCSF avec les commissaires scolaires à l'Île-du-Prince-Édouard.	Septembre 2018
Présence de la FNCSF à Edmonton pour rencontrer les présidences et directions générales des conseils scolaires francophones de l'Ouest et du Nord dans le cadre des rencontres de l'ADÉON et de l'APÉON.	Juin 2018
Échanges sur des enjeux déterminants pour l'éducation en langue française en contexte minoritaire tels que la petite enfance, l'insécurité linguistique et la promotion des études postsecondaires en français lors du congrès de la FNCSF.	Octobre 2018
Participation à la foire d'emploi Destination Canada pour promouvoir l'existence des écoles de langue française auprès des parents immigrants et faciliter le recrutement du personnel dans les écoles.	Novembre 2018
Présence de la FNCSF lors du rassemblement à Ottawa pour s'opposer aux coupes budgétaires visant l'abolition de l'Université de l'Ontario français et du Commissariat aux services en français.	Décembre 2018
Rencontre des membres du conseil d'administration de la FNCSF avec la députée Amanda Simard afin d'échanger sur des enjeux qui touchent l'éducation en français, en contexte minoritaire.	Février 2019

AXE : Positionnement et droits à l'éducation en langue française — Pour la protection, la défense et la promotion des droits à l'éducation en langue française

NJEU : RENOUVELLEMENT DES ENTENTES DU PROGRAMME DE LANGUES OFFICIELLES DANS L'ENSEIGNEMENT (PLOE)	DATE
ensibilisation : Rencontre avec Denys Giguère, sous-ministre adjoint au Ministère de l'Éducation de l'Ontario et président du comité de négociation du PLOE.	Novembre 2018
éaction de la FNCSF relativement au report de la signature du PLOE : ▶ Communiqué — Pas de signature avant mars 2020 du Protocole d'entente relatif à l'enseignement dans la langue de la minorité. La FNCSF préfère un report plutôt qu'une signature bâclée.	Janvier 2019
émarchage : ▶ Rencontre du conseil d'administration de la FNCSF avec l'honorable Mélanie Joly, ministre de Patrimoine canadien.	Février 2019
▶ Journée de démarchage des membres du conseil d'administration de la FNCSF sur la colline parlementaire pour revendiquer la majoration des sommes dans le cadre du PLOE en vue du prochain plan quinquennal pour les langues officielles.	Février 2019
romotion et recherche d'appuis : Rencontre avec des partenaires de la FNCSF pour discuter du PLOE.	Mars 2019
NJEU : APPUI DU FÉDÉRAL AUX INITIATIVES NATIONALES DE CONCERTATION EN ÉDUCATION	DATE
 a FNCSF réagit aux mesures contenues dans le budget fédéral pour l'éducation en langue minoritaire : ▶ Présence de la FNCSF au Lock-Up pour prendre connaissance des mesures contenues dans le budget fédéral. ▶ Communiqué (bilingue) — Ottawa prêt à délier les cordons de sa bourse pour faciliter la signature du protocole en éducation. 	Mars 2019
émarchage : ▶ Audioconférence du président de la FNCSF avec la ministre Mélanie Joly concernant le Budget fédéral 2019.	
NJEU : MODIFICATION DU FORMULAIRE DE RECENSEMENT POUR MIEUX DÉNOMBRER LES AYANTS DROIT	DATE
Lors des consultations avec le Commissariat aux langues officielles, la FNCSF propose que la loi soit modifiée pour qu'elle prévoie l'obligation de Statistique Canada de dénombrer les personnes titulaires de droit en vertu de l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés.	Mai 2018
NJEU : PETITE ENFANCE	DATE
Mise à jour sur les ententes bilatérales en petite enfance entre le gouvernement fédéral et les provinces/territoires lors de la Table nationale sur l'éducation.	Avril 2018
► Participation à la Conférence des ministres de l'Éducation des États et gouvernements de la Francophonie (CONFEMEN) sous le thème «Favoriser le développement de la petite enfance et garantir l'accès à une éducation préscolaire équitable et de qualité : un socle pour la réussite des apprentissages ».	Mai 2018

Congrès 2018 de la FNCSF sous le thème : Services en petite enfance : un petit pas pour les bambins, un grand pas pour leur avenir en français! Table ronde sur les services en français en petite enfance, en Nouvelle-Écosse. Causerie sur les modèles de partenariats en petite enfance. Présentation de l'Alliance stratégique en petite enfance avec l'ACUFC, la CNPF et RDÉE Canada.	Octobre 2018
Les membres du conseil d'administration de la FNCSF adoptent un document de positionnement de la FNCSF qui intègre désormais un 6° principe abordant l'enjeu de la petite enfance.	Mars 2019
ENJEU : RECRUTEMENT, ACCUEIL ET MAINTIEN DES ÉLÈVES ISSUS DE L'IMMIGRATION	DATE
Participation à la consultation en ligne menée par Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) sur l'établissement et l'intégration des nouveaux arrivants au Canada.	Novembre 2018
La FNCSF est présente au lancement par FCFA du Canada de la Semaine nationale sur l'immigration francophone à Ottawa.	Novembre 2018
► Présence de la FNCSF à la Table nationale de concertation en immigration.	Février 2019
► La FNCSF participe au Symposium sur l'immigration francophone (Halifax, NÉ).	Mars 2019
ENJEU : DUALITÉ LINGUISTIQUE	DATE
Présence de la FNCSF au Forum des leaders pour discuter de l'influence des réseaux francophones, de l'engagement et de la mobilisation citoyenne.	Juin 2018
Réaction de la FNCSF aux résultats de l'étude «Le bilinguisme anglais-français hors Québec : un portrait économique des bilingues au Canada» : Communiqué — Les écoles de langue française jouent un rôle de premier plan pour favoriser la dualité linguistique du Canada.	Novembre 2018
ENJEU : MODERNISATION DE LA LOI SUR LES LANGUES OFFICIELLES	DATE
Consultation du Commissariat aux langues officielles avec la FNCSF sur la modernisation de la Loi sur les langues officielles. La FNCSF propose dix changements pour une éducation à la hauteur des aspirations de nos communautés.	Mai 2018
▶ Présence au petit déjeuner organisé par Mona Fortier sur la modernisation de la Loi sur les langues officielles.	Septembre 2018
Journée de démarchage sur la colline parlementaire sur la modernisation de la Loi sur les langues officielles organisée par la FCFA du Canada.	Novembre 2018
▶ Présence de la FNCSF au dévoilement du projet de Loi pour moderniser la LLO et diffusion d'un communiqué de presse.	Mars 2019
▶ Présence de la FNCSF lors des consultations sur la modernisation de la LLO à Moncton, à Charlottetown et à Ottawa.	Mars 2019
▶ La FNCSF présente au petit déjeuner de Mona Fortier sur la modernisation de la LLO.	Mars 2019
Réaction de la FNCSF à la proposition du projet de loi de la FCFA : Communiqué — Des mesures musclées pour répondre aux préoccupations des conseils scolaires francophones.	Mars 2019

AXE : Renforcement des capacités des membres – Par des mesures pour appuyer les membres dans l'exercice de leurs fonctions

ENJEU : COMMENT RÉUSSIR SES ACTIVITÉS DE DÉMARCHAGE	DATE
► Rencontre avec le CA du Canadian School Boards Association.	Mai 2018
▶ Lettres de remerciement adressées au premier ministre québécois François Legault, à la ministre Mélanie Joly, au chef du parti conservateur Andrew Scheer et au président de l'AFO Carol Jolin, pour avoir dénoncé les coupures aux services aux francophones en Ontario.	
 Journée de démarchage au parlement ontarien avec des députés provinciaux lors du congrès de l'ACÉPO. Rencontre avec la ministre de l'Éducation de l'Ontario, Lisa Thompson, afin de discuter de la suppression de l'Université de l'Ontario français. 	Janvier 2019
Rédaction et partage de messages clés pour outiller les présidences et directions générales de l'éducation dans la cadre des consultations sur la modernisation de la Loi sur les langues officielles.	Mars 2019
ENJEU : L'ATTEINTE DE LA CIBLE NATIONALE D'IMMIGRANTS FRANCOPHONES	DATE
Présence de la FNCSF aux consultations du Conseil national de l'établissement élargi pour discuter de stratégies en immigration.	Juin 2018
ENJEU : MODIFICATION DU FORMULAIRE DE RECENSEMENT POUR MIEUX DÉNOMBRER LES AYANTS DROIT	DATE
Réseautage : • Rencontre avec le ministre Bains, Ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique, dans le cadre du dénombrement des ayants droit.	
Table ronde lors du congrès de la FNCSF : ▶ Panélistes : Rodrigue Landry, chercheur, et Alain Laberge, dg de la Division scolaire franco-manitobaine qui ont participé au Comité consultatif de Statistique Canada.	
Sensibilisation : Lettres types envoyées aux députés fédéraux par plusieurs conseils scolaires francophones en contexte minoritaire pour réclamer l'ajout de questions au recensement de 2021.	
ENJEU : ENTENTE STRATÉGIQUE EN ÉDUCATION	DATE
▶ Lettre à la ministre Joly afin d'effectuer un suivi en lien avec l'entente stratégique en éducation.	Octobre 2018
	Automne 2018

ENJEU : PÉNURIE D'ENSEIGNANTS	DATE
Partenariats, réseautages et promotion : Rencontre avec Patrimoine canadien sur l'enveloppe budgétaire de 31 millions de dollars sur 4 ans pour aborder l'enjeu du recrutement et du maintien des enseignants.	Mai 2018
Présence des membres de la FNCSF à la webconférence pour présenter le salon virtuel de l'emploi et expliquer les modalités du recrutement à l'étranger pour pallier à la pénurie de personnel enseignant.	Mai 2018
Concertation dans le dossier du recrutement et du maintien des enseignants, français langue première, dans le cadre de la Table nationale sur l'éducation.	Avril 2018
Rencontre avec des représentants de l'Académie de Clermont-Ferrand relativement à des partenariats afin de faciliter les échanges de pratique et l'intégration du personnel enseignant.	Octobre 2018
▶ Partage de pistes de solutions pour le recrutement et le maintien des enseignants dans le cadre d'une table ronde lors du congrès de la FNCSF.	Octobre 2018
Nouvel onglet sur le site Web de l'éducation en langue française pour mettre en évidence les emplois disponibles dans les conseils scolaires francophones en contexte minoritaire.	Novembre 2018
Rencontre FNCSF/RNDGE/ACELF/FCE pour la création de projets communs sur le recrutement et le maintien des enseignants.	Décembre 2018
► Rencontre avec la FCE pour la promotion de la profession d'enseignant.	Janvier 2019
Lettre du RNDGE au Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) sur la mobilité au pays des enseignants et la rémunération des stages des futurs enseignants.	Février 2019
Réaction de la FNCSF et du RNDGE à la suite de la publication de l'étude sur les difficultés liées à l'offre et à la demande d'enseignants en français langue seconde au Canada par le Commissariat aux langues officielles : Communiqué - Pénurie d'enseignants dans les écoles de langue française Une stratégie nationale réclamée pour pallier au problème.	Février 2019



- 1 Commission scolaire francophone du Yukon
- Commission scolaire francophone des Territoires du Nord-Ouest
- 3 Commission scolaire francophone du Nunavut
- 4 Conseil scolaire francophone de la Colombie-Britannique
- 5 Conseil scolaire du Nord-Ouest (Alberta)
- 6 Conseil scolaire Centre-Nord (Alberta)
- Conseil scolaire FrancoSud (Alberta)
- Conseil scolaire Centre-Est (Alberta)
- 9 Conseil scolaire fransaskois
- 10 Commission scolaire franco-manitobaine

- 11 Conseil scolaire de district catholique des Aurores boréales (Ontario)
- 12 Conseil scolaire catholique de district des Grandes Rivières (Ontario)
- 13 Conseil scolaire catholique du Nouvel-Ontario
- 14 Conseil scolaire public du Grand Nord de l'Ontario
- 15 Conseil scolaire catholique Franco-Nord (Ontario)
- 16 Conseil scolaire public du Nord-Est de l'Ontario
- 17 Conseil scolaire catholique Providence (Ontario)
- 18 Conseil scolaire catholique MonAvenir (Ontario)
- 19 Conseil scolaire Viamonde (Ontario)
- 20 Conseil des écoles catholiques du Centre-Est (Ontario)
- 21 Conseil des écoles publiques de l'Est de l'Ontario
- 22 Conseil scolaire de district catholique de l'Est ontarien

- 23 Conseil d'éducation du District scolaire francophone du Nord-Ouest (Nouveau-Brunswick)
- 24 Conseil d'éducation du District scolaire francophone Nord-Est (Nouveau-Brunswick)
- 25 Conseil d'éducation du District scolaire francophone Sud (Nouveau-Brunswick)
- 26 Commission scolaire de langue française de l'Île-du-Prince-Édouard
- 27 Conseil scolaire acadien provincial (Nouvelle-Écosse)
- 28 Conseil scolaire francophone provincial de Terre-Neuve-et-Labrador

























Franco-Nord

































LE REGROUPEMENT NATIONAL DES DIRECTIONS GÉNÉRALES DE L'ÉDUCATION



Plusieurs de nos membres ont d'ailleurs assisté au congrès conjoint ADIGECS/RNDGE, qui s'est tenu sous le thème «un fleuve de compétences, une mer de possibilités ». Ce partenariat avec l'Association des directions générales des commissions scolaires (ADIGECS) du Québec permet aux membres du RNDGE de tirer profit des compétences de tout un chacun dans le but de contribuer au développement de services éducatifs innovateurs.

directions générales de l'éducation

À titre de présidente du RNDGE, j'ai la chance d'être aux premières loges pour constater l'engagement sans faille des directions générales envers la réalisation de la mission de nos écoles de langue française.

Nos membres travaillent à préserver les acquis et à consolider notre réseau éducatif en bonifiant notamment les services en petite enfance et en s'attaquant à la pénurie du personnel enseignant qui nous touche tous.

Nos actions collectives, incluant les liens étroits que nous entretenons avec la FNCSF, font une réelle différence dans le domaine de l'éducation, et permettent d'assurer une offre éducative riche aux élèves de nos écoles élémentaires et secondaires.

Depuis les cinq dernières années, le nombre d'inscriptions dans les écoles de langue française au pays, à l'extérieur du Québec, a bondi de 16 %; ce qui explique le nombre important de nouvelles écoles qui se construisent. Cette réussite n'est pas le fruit du hasard, mais bien le fruit d'un travail constant.

Dans la prochaine année, le RNDGE continuera d'offrir des occasions de réseautage et d'apprentissage à ses membres afin de veiller à la réussite et au bien-être des élèves et du personnel au sein des écoles de langue française pour ainsi assurer la qualité des services éducatifs au Canada.

Monique Boudreau Présidente RNDGE

« Nos membres travaillent à préserver les acquis et à consolider notre réseau éducatif en bonifiant notamment les services en petite enfance et en s'attaquant à la pénurie du personnel enseignant qui nous touche tous. »



MONIQUE BOUDREAU



MONIQUE MÉNARD



ANNE BERNARD-BOURGEOIS



YVONNE CAREEN



ÉDITH DUMONT



ALAIN LABERGE

COMITÉ EXÉCUTIF DU RNDGE*

Le Regroupement national des directions générales de l'éducation (RNDGE) représente les directions générales des 28 conseils scolaires de langue française, langue première, en contexte minoritaire au pays.

Le RNDGE permet aux dirigeants administratifs de ces conseils scolaires d'échanger sur des dossiers touchant l'ensemble de ses membres. L'organisme offre par gilleurs du perfectionnement professionnel et assure des liaisons entre les instances provinciales/territoriales et internationales.

*en date du 31 mars 2019

Veiller à la réussite et au bien-être des élèves et des membres du personnel

Contribuer au développement du leadership de ses membres

Mission du RNDGE

Développer l'appartenance à la langue et à la culture

Améliorer l'efficacité de la livraison des services éducatifs

SESSION DE FORMATION — ÉTÉ 2018

Les membres du RNDGE et quelques cadres supérieurs ont participé à une réflexion sur le thème Le kaléidoscope d'une direction générale et de son équipe, à Charlottetown, à l'Île-du-Prince-Édouard. Outre leur réunion d'affaires, ils ont abordé quatre thèmes distincts soit les services en français en petite enfance, le recrutement et le maintien des enseignants, le bien-être du personnel et le troisième genre.



RENCONTRES D'AFFAIRES

Le RNDGE se rencontre trois fois par année. Ses membres partagent des pratiques exemplaires et échangent sur des enjeux clés à la vitalité de l'éducation en langue française.



ÉVÉNEMENTS PHARES

CONGRÈS ANNUEL 2018 (HALIFAX, NOUVELLE-ÉCOSSE)

C'est en s'inspirant des discussions entreprises l'an dernier sur le continuum en éducation que la FNCSF a décidé de se pencher, pour cette 28e édition, sur le thème « Services en petite enfance : Un petit pas pour les bambins, un grand pas pour leur avenir en français».

Ce congrès a permis à près de 200 conseillers scolaires francophones issus de neuf provinces et trois territoires de réfléchir et d'échanger sur cet enjeu.

Les besoins sont grands. On estime de façon conservatrice que 2000 bambins un peu partout en contexte minoritaire au pays n'ont pas accès à des services en petite enfance en français.

Ces services sont primordiaux, car ils permettent d'offrir un milieu d'apprentissage riche aux petits francophones, et ce, dans leur langue. La petite enfance est d'ailleurs l'une des étapes du continuum de la carte routière du Plan stratégique sur l'éducation en langue française (PSELF) 2017-2022 et du plan stratégique de la FNCSF.

En ce sens, les congressistes ont eu droit à des conférences, des causeries et des tables rondes permettant d'obtenir une meilleure compréhension des enjeux liés à la mise en œuvre, à l'offre et à la promotion des programmes et services en petite enfance.

L'objectif de ces échanges était d'identifier des moyens d'améliorer la qualité des programmes francophones à la petite enfance, en plus d'en accroître l'accès, afin d'assurer un continuum éducatif pour les francophones vivant en contexte minoritaire.

Les congressistes ont également pu réfléchir, en compagnie de la sociolinguiste Phyllis Dalley, sur les enjeux liés à l'insécurité linguistique dans le but d'identifier des pistes de solution permettant d'alléger cette insécurité chez les jeunes francophones en contexte minoritaire.

Le congrès s'est terminé par une table ronde sur la modification du formulaire de recensement pour mieux évaluer le nombre d'enfants admissibles dans les écoles de langue française, en compagnie de Rodrigue Landry et Alain Laberge qui ont pris part aux travaux du comité consultatif sur la statistique linguistique de Statistique Canada.

Enfin, le congrès 2018 fut l'occasion idéale pour les conseillers scolaires de faire le point sur les services en français en petite enfance en Nouvelle-Écosse, d'approfondir leur connaissance de l'Alliance stratégique en petite enfance et d'assister à une présentation sur le document provincial produit par l'Ontario pour faciliter les consultations avec les conseils scolaires dans le cadre du PLOE et du nouveau Plan d'action pour les langues officielles.

L'éducation en français, ça commence dès le plus jeune âge, grâce aux services en petite enfance!



La FNCSF a reconnu, lors du congrès, l'engagement de 63 conseillers scolaires qui cumulent plus de 15 années de service.















SENSIBILISATION POLITIQUE DE LA FNCSF

Le 7 février dernier, les membres du conseil d'administration de la FNCSF ont rencontré près de 20 députés et sénateurs.

Ces rencontres avaient pour but d'amorcer un dialogue sur l'importance de majorer les sommes versées par le gouvernement fédéral aux ministères de l'Éducation des provinces et territoires pour les coûts supplémentaires liés à l'éducation en français, langue première, en contexte minoritaire.

L'objet des fonds fédéraux est de permettre aux ministères de l'Éducation et aux conseils scolaires minoritaires d'aller au-delà des opérations régulières en éducation dans la langue de la minorité en favorisant, entre autres, des activités pour la transmission de la langue et de la culture francophones.





dévouement et pour la belle rencontre.

#FNCSFsurLaColline





Membres du CA avec Andrew Leslie, député fédéral d'Orléans (ON).



Plaisir de rencontrer Emile Gallant et @FNCSF à Ottawa aujourd'hui. Nous avons discuté de l'importance de l'éducation en français en tant que première langue dans les communautés minoritaires.





Membres du CA avec René Cormier, président du Comité sénatorial permanent des langues officielles.













D'IMPORTANTES RENCONTRES POUR LA VITALITÉ DE L'ÉDUCATION FRANCOPHONE













vice-président.













MODERNISATION DE LA LOI SUR LES LANGUES OFFICIELLES

La présidence et la direction générale de la FNCSF participaient le 22 novembre 2018 à une journée de démarchage à Ottawa organisée par la FCFA du Canada. Cet effort de sensibilisation auprès des députés fédéraux et sénateurs portait sur l'importance de moderniser la Loi sur les langues officielles afin de lui donner plus de mordant et ainsi assurer la protection et l'épanouissement des communautés francophones et acadiennes vivant en contexte minoritaire.

Cette démarche visait à demander à des députés fédéraux et sénateurs d'étudier le projet de modernisation de la Loi sur les langues officielles élaboré par la FCFA du Canada, en partenariat avec divers organismes, dont la FNCSF, afin de s'engager concrètement envers la modernisation de cette loi.









COMMISSARIAT AUX LANGUES OFFICIELLES

Le 22 mai 2018, en compagnie de son partenaire, la Commission nationale des parents francophones (CNPF), la FNCSF rencontrait l'équipe politique du Commissaire aux langues officielles à ses bureaux de la capitale nationale.

Cette rencontre s'inscrivait dans le cadre d'une série de consultations que tient le Commissariat aux langues officielles avec des organismes de la francophonie. La FNCSF a alors proposé dix changements afin de moderniser la loi actuelle pour une éducation à la hauteur des aspirations de nos communautés.

PROJETS PRIORITAIRES EN COURS

- Retombées du Plan d'action pour les langues officielles 2018-2023
 - Renouvellement du protocole d'entente relatif à l'enseignement dans la langue de la minorité et de la langue seconde.
 - Initiatives pour appuyer le recrutement et le maintien des enseignants
- Modernisation de la Loi sur les langues officielles afin d'y inclure, entre autres, la modification du formulaire de recensement pour mieux répertorier les ayants droit.
- Élaboration du prochain plan stratégique de la FNCSF

COMITÉ TRIPARTITE

Le Comité tripartite est responsable de la mise en œuvre du Plan stratégique sur l'éducation en langue française (PSELF). Composé de représentants des différents ministères de l'Éducation des provinces et territoires, de représentants du gouvernement fédéral et du milieu scolaire et communautaire, il se rencontre deux fois par année.

Dans le cadre de leur rencontre bisannuelle, en avril 2018, ayant pour thème l'insécurité linguistique, les membres du Comité tripartite ont assisté à une conférence de la pédagogue et sociolinguiste de l'Université d'Ottawa, Phyllis Dalley.

La professeure Dalley a souligné, lors de sa présentation « Former des locuteurs et locutrices confiants», l'importance de modifier nos représentations langagières afin de mieux accompagner les francophones, en contexte minoritaire, dans la construction d'une sécurité linguistique.

Par la suite, les membres ont pris connaissance d'une vidéo de l'Association canadienne d'éducation de langue française (ACELF) sur l'insécurité linguistique, d'une recension des écrits et initiatives portant sur cet enjeu et des étapes prévues pour l'élaboration d'une stratégie nationale intersectorielle sur la sécurité linguistique chapeautée par la Fédération de la jeunesse canadienne-française (FJCF).

Les représentants du comité ont aussi abordé les recommandations du rapport Dégager la voie pour la réussite de la transition après l'école produit par le ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance de la Nouvelle-Écosse.

La deuxième rencontre du Comité tripartite, en décembre 2018, avait pour objectif de cibler des stratégies pour le recrutement et le maintien des enseignants au sein des écoles



de langue française. Les membres du Comité ont conclu que la valorisation, la promotion, le recrutement et la rétention sont des méthodes efficaces et surtout indissociables afin de pouvoir embaucher de nouveaux enseignants.

Patrimoine canadien a profité de l'occasion afin de présenter une mise à jour des initiatives du Plan d'action pour les langues officielles 2018-2023, volet élaboration et soutien des stratégies de recrutement et de maintien des enseignants dans les écoles de la minorité.

Les membres ont aussi fait un retour sur le dossier de l'insécurité linguistique, en compagnie de Mme Dalley. Les échanges portaient, cette fois, sur la création d'outils pédagogiques faisant l'entrelacement des langues ou la comparaison des variétés de français afin de contribuer au développement d'une sécurité linguistique chez les jeunes, par le biais de la construction d'une identité francophone.

En plus de participer à un exercice de révision et d'actualisation du portrait de la pédagogie/apprentissages, la rencontre a permis de cibler des ressources clés en lien avec cette priorité stratégique. Le PSELF comporte trois priorités, qui s'inscrivent dans un continuum éducatif, soit la pédagogie/apprentissages, la construction identitaire et la diversité culturelle.



TABLE NATIONALE SUR L'ÉDUCATION

La Table nationale sur l'éducation (TNE) regroupe douze organismes nationaux ayant un intérêt pour l'éducation en langue française. Des rencontres sont organisées pour favoriser les échanges sur des dossiers d'intérêt commun, encourager les partenariats et développer des positions et des stratégies communes.

En avril 2018, lors de leur rencontre bisannuelle, les membres ont étudié les modalités du nouveau Plan d'action pour les langues officielles 2018-2023. Ce plan alloue de nouvelles ressources pour élaborer et soutenir des stratégies de recrutement et de maintien des enseignants dans les écoles de la minorité francophone.

Les partenaires de la TNE ont souligné l'importance d'être impliqués directement dans la mise en place de ces nouvelles initiatives. L'idée serait d'explorer un nouveau modèle de type multilatéral qui permettrait aux organismes ayant un intérêt direct et indirect en éducation de contribuer à trouver des solutions en partenariat avec les provinces et territoires.

Cette rencontre a aussi permis aux membres de donner leur aval à une démarche proposée par la CNPF, la FNCSF et l'ACUFC pour élaborer une prémisse sur le continuum éducatif, qui servirait autant aux communautés, aux conseils scolaires au'aux membres du Comité tripartite.

Lors de leur seconde rencontre, en septembre 2018, les partenaires de la Table nationale sur l'éducation ont échangé sur l'insécurité linguistique, ont poursuivi leur réflexion sur le continuum en éducation et ont été informés des prochaines étapes du Plan stratégique sur l'éducation en langue française (PSELF) 2017-2022.

Par ailleurs, des représentants de Patrimoine canadien ont rencontré les membres de la TNE afin de faire le point sur l'avancement de la mise en œuvre des micro-subventions annoncées en mars dernier, dans le cadre du Plan d'action pour les langues officielles.

Les programmes de micro-subventions ont été créés pour « enrichir les écoles communautaires citovennes au moven d'activités culturelles et d'activités de construction identitaire ».





POSITIONNEMENT ET RÉSEAUTAGE

PRÉSENCE DE LA FNCSF À DES ÉVÉNEMENTS ET CONGRÈS































Table nationale de concertation communautaire (TNCC)









PARTENARIATS POUR LA TENUE D'ÉVÉNEMENTS OU D'INITIATIVES

























RENCONTRES DE TRAVAIL, COMPARUTIONS ET POSITIONNEMENT







Statistics Canada

Statistique Canada











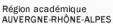
Commissariat aux langues officielles























Une diversité aui nous unit





Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants Canadian Teachers' Federation



Le leader du développement économique des communautés francophones et acadienne









PROMOTION ET RAYONNEMENT



650 gazouillis et 2 220 nouveaux abonnés



558 PUBLICATIONS ET 237 NOUVEAUX ABONNÉS



11 NOUVELLES VIDÉOS ET 620 VISIONNEMENTS



SITE DE LA FNCSF

19 325SESSION
(+ 12.64%)

11 705 (+ 18,97%) Nouveaux Utii isatfiirs 38 750 (+ 9,65%) PAGES VUES SITE DE L'ELF

8 163 SESSIONS (+ 80,60%) Éducation en langue française au Canada ELF-Canada.ca

6 953 UTILISATEURS **18 539** (+51,28%)

PAGES VUES



10 BULLETINS ÉLECTRONIQUES SUR L'ACTUALITÉ DE LA FNCSF:

2740 ABONNÉS (+ 14,5%)



12 COMMUNIQUÉS DE PRESSE





5 SITES WEB ADMINISTRÉS PAR LA FNCSF











PRIX ET BOURSES

PRIX JEAN-ROBERT-GAUTHIER 2018

La FNCSF a décerné le prix Jean-Robert-Gauthier, édition 2018, à Robert Maddix.

Monsieur Maddix a siégé comme commissaire à la Commission scolaire de langue française (CSLF) à l'Île-du-Prince-Édouard pendant quatorze années (2002-2016), y compris neuf à la présidence.

Pendant ses années à la CSLF, il a joué un rôle de premier plan dans l'ouverture de quatre nouvelles écoles de langue française (Prince-Est, Prince-Ouest, Kings-Est et Rustico), ainsi que dans l'agrandissement de l'école François-Buote de Charlottetown. L'absence de ces écoles avait mené à un fort taux d'assimilation. alors que leur présence a ranimé ces quatre communautés et a pratiquement doublé les effectifs de la CSLF en une décennie.

« D'ouest en est en passant par le nord, on forme de plus en plus de petits francophones. C'est une source de grande fierté pour l'Acadien que je suis!»



Monsieur Robert Maddix s'est vu remettre le Prix Jean-Robert-Gauthier 2018 par Mark Power de la firme Juristes Power, partenaire principal de ce prix, et le président de la FNCSF, Mario Pelletier.

Grâce à son expérience antérieure en tant que député provincial, Robert Maddix a traduit ses connaissances et ses habiletés diplomatiques pour obtenir des gains importants sur le plan des infrastructures et des ressources.

Lors de l'acception de son prix au congrès annuel de la FNCSF, Monsieur Maddix a souligné l'engagement de l'ensemble des conseillers scolaires et partenaires en francophonie envers la consolidation et le développement du réseau éducatif élémentaire et secondaire au pays en contexte minoritaire.

Robert Maddix a d'ailleurs présidé la FNCSF de 2011 à 2015. Pendant son mandat, la FNCSF a organisé le Sommet sur l'éducation de 2012, mis sur pied la Fondation Éduquer en français, lancé les bourses Paul-Charbonneau, célébré son 25° congrès annuel et établi le projet de l'école communautaire citoyenne.

Ce prix instauré en l'honneur du Sénateur Jean-Robert Gauthier vise à reconnaître l'apport exceptionnel d'un conseiller francophone ou acadien qui a défendu avec vigueur et conviction le principe de l'éducation en français en contexte minoritaire et de la dualité linguistique.



Feu Jean-Robert Gauthier a consacré la majeure partie de sa vie professionnelle à la scène politique. Défenseur des droits des francophones à l'extérieur du Québec, il a pris position et est intervenu à de nombreuses reprises dans les dossiers concernant les langues officielles au Canada. Il a également su établir des relations avec des organismes voués à la défense des droits des francophones au pays.



PRIX EDGAR-GALLANT 2018

Chaque année, le Regroupement national des directions générales de l'éducation (RNDGE) décerne le prix Edgar-Gallant à une direction générale francophone qui a contribué de façon remarquable à l'essor de l'éducation en français en milieu minoritaire.

Le lauréat de l'édition 2018 est Roger Paul qui a agi pendant neuf ans comme directeur général de la FNCSF.

Monsieur Paul a consacré plus de guarante ans de sa vie professionnelle au domaine de l'éducation en langue française, dont plus de vingt ans, à titre d'administrateur.

« Au cours de ces années, j'ai particulièrement apprécié les contributions des directions générales de l'éducation des conseils scolaires francophones aux réflexions sur les divers enjeux en éducation. Leur expérience terrain a toujours été des plus éclairantes. »

Le lauréat, Roger Paul, et la présidente du RNDGE, Monique Boudreau

Son expérience et son engagement ont marqué l'avancement des travaux et réflexions sur le Plan stratégique sur l'éducation en langue française, toile de fond des priorités pour la consolidation du réseau des écoles élémentaires et secondaires de langue francaise.

Auparavant, Monsieur Paul était directeur de l'éducation et secrétaire du Conseil scolaire de district catholique de l'Est ontarien où il a œuvré également pendant neuf ans. Par ailleurs, il a travaillé pour le ministère de l'Éducation de l'Ontario comme agent d'éducation.

En plus de siéger au conseil d'administration de l'Association francophone internationale des directeurs d'établissements scolaires (AFIDES) à titre de représentants du Canada pendant de nombreuses années, il a présidé l'assemblée générale annuelle de l'AFIDES en octobre 2007, à Tunis en Tunisie ainsi qu'en octobre 2009, à Ottawa.

Au cours de sa carrière, monsieur Paul a été président du Conseil ontarien des directions de l'éducation en langue française, de même que président de l'Institut de leadership en éducation de l'Ontario. Il a également représenté l'Ontario à titre de directeur aénéral de l'éducation au comité exécutif du RNDGE.



Le prix Edgar-Gallant a été créé en 2002 en hommage à Edgar Gallant, fonctionnaire respecté, administrateur chevronné et francophone engagé qui a œuvré dans la Fonction publique fédérale, principalement dans le domaine des relations économiques internationales et dans le domaine des relations intergouvernementales canadiennes.

BOURSES PAUL-CHARBONNEAU 2018

LA FONDATION ÉDUQUER EN FRANÇAIS EST FIÈRE DE DÉCERNER LES BOURSES PAUL-CHARBONNEAU ÉDITION 2018, À TROIS ÉLÈVES MÉRITANTS.



GLORIA LIVINGSTON, finissante de l'École secondaire Le Ruisseau en Alberta (région de l'Ouest et du Nord)



MIGUEL LAMARCHE-TARDIF, finissant de l'École secondaire catholique de Plantagenet en Ontario (région du Centre)



HADIA SELOUANI, finissante de l'École Marie-Esther au Nouveau-Brunswick (région Atlantique)



Paul Charbonneau

Les bourses Paul-Charbonneau ont été créées en mémoire de M. Paul Charbonneau qui a travaillé au sein de la francophonie canadienne pendant plus d'une vingtaine d'années. Dès le début de sa carrière, l'éducation en français était sa priorité. En 2001, il a assumé la direction générale de la Fédération nationale des conseils scolaires francophones (FNCSF) et du Regroupement national des directions générales de l'éducation (RNDGE). Paul Charbonneau est décédé en 2007.



Les fonds recueillis par la Fondation Éduquer en français, organisme de bienfaisance, permettent d'offrir les bourses Paul-Charbonneau et de promouvoir l'éducation en langue française. Les bourses Paul-Charbonneau visent à encourager les finissants du secondaire des écoles de langue française de la francophonie canadienne à poursuivre leurs études postsecondaires dans une institution francophone située en contexte minoritaire.

L'École communautaire citoyenne

Une éducation à la hauteur des aspirations de nos communautés francophones au Canada

L'École communautaire citoyenne (ECC) vise à redéfinir la relation entre l'école et la communauté. L'ECC veut faire des établissements scolaires des espaces éducatifs ancrés dans leur communauté tout en étant ouverts sur le monde.

La démarche de l'ECC a pour objectif de mobiliser l'élève, le personnel de l'école, les parents et les divers partenaires en vue de les engager dans la vie politique, économique et socioculturelle de leur communauté francophone.

Tous les membres de la communauté sont invités à participer!

Pour en apprendre davantage, visiter le site Web de l'École communautaire citoyenne : ecc-canada.ca



















La Fédération nationale des conseils scolaires francophones représente les 28 conseils scolaires francophones et acadiens au Canada en contexte minoritaire. Ces conseils scolaires offrent des services éducatifs en français à 170 000 élèves rassemblés dans 700 établissements scolaires.

435, rue Donald, bureau 203, Ottawa (ON) K1K 4X5

Téléphone: 613 744-1685 ou 1 888 857-6503

fncsf.ca | info@fncsf.ca



@FNCSF



facebook.com/FNCSF



youtube.com/user/FNCSF